



## DECLARATION FINALE

### DECLARATION D'ABUJA

#### **"Congrès international sur le dialogue des civilisations, des religions et des cultures en Afrique de l'Ouest"**

**Abuja, 15-17 décembre 2003**

"Le Congrès international sur le dialogue des civilisations, des religions et des cultures en Afrique de l'Ouest", tenu à Abuja (Nigeria) du 15 au 17 décembre 2003, est la première tentative que fait l'UNESCO pour ancrer le dialogue, dans toutes ses formes, en Afrique. Il s'inscrit dans le prolongement d'initiatives analogues dans des régions comme le bassin méditerranéen et l'Asie centrale.

Le dialogue est un moyen unique de favoriser la paix entre des communautés différentes aux antécédents culturels, ethniques et religieux variés, qui constituent la principale richesse et le berceau de nombreuses civilisations interagissant et s'enrichissant mutuellement depuis des siècles. La civilisation africaine s'est étendue à bien des régions du monde, essentiellement aux Amériques, en raison de la traite des esclaves. Mais en dépit de cette tragédie, qui mérite qu'on la connaisse et qu'on la fasse connaître davantage, la culture et la spiritualité africaines se sont mêlées à d'autres cultures et les ont considérablement enrichies.

Les personnalités présentes, dont le Secrétaire au Gouvernement de la Fédération qui représentait le Président du Nigeria et le Ministre de la culture et du tourisme, ainsi que les représentants de différents pays et organismes du système des Nations Unies, sont convenus que la prévention et le règlement des conflits passaient nécessairement par le dialogue, la réconciliation, la médiation, la connaissance réciproque et la compréhension mutuelle.

Ils ont reconnu la profonde influence des dirigeants religieux sur la collectivité et les ont encouragés à oeuvrer de concert au bien-être individuel et collectif, indépendamment de toutes considérations historiques ou d'origine, pour promouvoir l'égalité des hommes et des femmes et les droits de l'homme, et pour traiter de questions comme la pandémie de VIH/sida ; d'où la nécessité d'encourager à ces fins la création d'ONG, d'associations ou de conseils locaux pour le dialogue interreligieux qui mèneraient des activités à la base et seraient les partenaires de l'UNESCO sur le terrain.

Les participants ont travaillé dans un esprit de fraternité et de compréhension, mettant en commun leurs expériences et leurs bonnes pratiques et exprimant librement leurs convictions et leurs points de vue. Ils sont convenus que l'UNESCO était une instance neutre et qu'elle devait poursuivre ses efforts en encourageant le dialogue interculturel et interreligieux. Etant donné le contexte international et régional, le dialogue entre les cultures et les religions devrait être un programme phare du système des Nations Unies, et de l'UNESCO en particulier, en vue d'élever "les défenses de la paix" dans l'esprit des hommes, conformément aux dispositions de l'Acte constitutif de l'Organisation.

Les participants ont souligné qu'il était de la plus haute importance d'identifier un ensemble de valeurs partagées qui réunissent l'humanité tout entière dans sa diversité, diversité qui doit être

considérée comme un atout et non comme une menace pesant sur les différentes identités, qui sont par essence multiples du fait de l'étroite proximité des communautés et du caractère composite des familles, comme en témoigne l'exemple de l'Afrique de l'Ouest.

Les chefs religieux et les participants au Congrès ont fermement déclaré que leurs convictions et pratiques ne devaient pas être manipulées ou mal interprétées à des fins politiques ou ethniques. Ces convictions et pratiques, qui font partie d'anciennes civilisations et cultures et sont le fondement de la vie quotidienne des populations d'Afrique de l'Ouest, ne sauraient être stéréotypées ni conduire à des amalgames. Les chefs religieux de toutes confessions présents à Abuja tiennent à adresser à l'humanité un message commun de paix, de justice et de solidarité.

Les chefs religieux, aux côtés des décideurs, qu'ils représentent le monde universitaire ou le monde politique, expriment leur volonté de travailler ensemble à la réconciliation des communautés auxquelles ils appartiennent, en particulier de celles qui sont en proie à la guerre ou à des tensions ou conflits interethniques, interreligieux ou intra-religieux. Ils savent que l'ignorance et la défiance envers "autrui" peuvent conduire à des comportements extrémistes, allant du retranchement identitaire au rejet de "l'autre", voire à un fanatisme affiché prenant racine sur la conviction que telle ou telle foi incarne la seule vérité. Les chefs religieux se feront les défenseurs de la vie et leur enseignement sacré condamnera tout meurtre, quel qu'il soit, au nom des valeurs qu'ils chérissent et du message qu'ils souhaitent transmettre. A cet égard, les participants au Congrès lancent un appel, en particulier aux dirigeants politiques, pour qu'il n'y ait pas de manipulation des différends religieux à des fins électorales.

Il faut promouvoir un changement de mentalité et de comportement, bien au-delà de la tolérance, en encourageant le dialogue entre croyants de diverses confessions comme entre non-croyants, étant donné que les valeurs humanistes transcendent toutes les frontières et se rattachent toutes également au bien commun.

En outre, les chefs religieux, avec d'autres partenaires, veulent oeuvrer non seulement au bien-être spirituel des communautés dont ils ont la charge, mais aussi à des objectifs tels que l'atténuation de la pauvreté et l'éradication du VIH/sida, dans le cadre d'approches culturelles et fondées sur les droits de l'homme.

A cet égard, la connaissance et le respect de l'autre doivent être fortement encouragés au moyen d'une éducation appropriée qui permette aux enfants et aux jeunes d'apprendre à vivre ensemble et dans le respect des différences, tout en reconnaissant ce qu'ils ont en commun. A cette fin, il serait bon de créer une chaire UNESCO pour le dialogue interculturel et interreligieux, qui pourrait faire partie du réseau UNITWIN dans ce domaine et couvrir tous les continents.

Afin que ce débat fructueux puisse être poursuivi, les participants tiennent à recommander ce qui suit :

- création d'un "Conseil interreligieux pour le dialogue" au sein du système des Nations Unies, ainsi qu'à l'échelle du continent et au sein de l'Union africaine et de la CEDEAO. Ces instances encourageront le dialogue interreligieux et le mettront en œuvre autour de questions concrètes ;
- promotion de réseaux nationaux et régionaux d'action interreligieuse commune, notamment pour lutter contre le VIH/sida ;
- réunion de personnalités éminentes venant de divers horizons, pour qu'elles puissent faire partager leur savoir et leur sagesse ;

- reconnaissance des chefs religieux, y compris des chefs traditionnels, et de leur rôle de médiateurs dans la prévention et le règlement des conflits et dans la lutte contre le VIH/sida ;
- promotion de la formation des chefs religieux à des traditions religieuses autres que les leurs, ce qui pourrait être un bon moyen de combattre le fanatisme, les préjugés et les stéréotypes ;
- déclaration d'une guerre conjointe contre le VIH/sida, ennemi commun qui attaque et tue tous les êtres humains ;
- mobilisation des chefs religieux pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH/sida, et pour venir en aide aux personnes infectées ou affectées par le VIH/sida ;
- renforcement des capacités des communautés et des chefs religieux à tous les niveaux, pour mettre en place une prévention et des soins efficaces ;
- utilisation de méthodes contextuelles de conseil et de prévention adaptées aux réalités et aux cultures locales ;
- promotion de l'utilisation des médias religieux pour transmettre des messages de compassion, de solidarité et de tolérance ;
- promotion d'une participation accrue des femmes et des jeunes à tous les niveaux (y compris au niveau de la prise de décision) au moyen de l'éducation formelle, non-formelle et de l'éducation par les pairs ;
- recensement des zones potentielles de tension ou de conflit à des fins de prévention ;
- promotion de la connaissance réciproque grâce à l'élaboration et à la production d'outils pédagogiques, y compris les NTI, et sensibilisation de l'UNESCO à la nécessité de créer des chaires du dialogue interculturel et interreligieux en Afrique, essentiellement en Afrique de l'Ouest ;
- promotion des expressions traditionnelles, comme la musique, le théâtre et les récits oraux, afin d'amener les différentes communautés africaines à mieux se comprendre entre elles.

En conclusion, les participants tiennent à exprimer leur gratitude au Gouvernement nigérian, en particulier au Ministère fédéral de la culture et du tourisme, au Président de la Conférence générale de l'UNESCO pour son plein appui, à tous les fonctionnaires du Bureau de l'UNESCO à Abuja et du Siège à Paris, ainsi qu'à la Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel, dans le cadre de son Programme sur le dialogue interreligieux, pour tout ce qu'ils ont fait afin d'assurer la réussite du Congrès. De l'avis général, celui-ci est décisif pour mieux sensibiliser à la pressante nécessité d'aborder les questions de reconstruction et de réconciliation en anticipant les conflits potentiels plutôt qu'en y réagissant lorsqu'ils se produisent, ce qui entrave le développement durable et suscite la défiance au sein des populations. Les participants expriment leur volonté unanime d'étendre cette initiative à d'autres régions d'Afrique et d'approfondir le dialogue, notamment avec les jeunes, les femmes et les populations marginalisées, ainsi qu'avec les victimes de conflit et tous ceux qui souffrent du VIH/sida ou d'autres maladies.

**RECOMMANDATIONS FINALES\*****DE LA TABLE RONDE SUR LE RÔLE DES CHEFS RELIGIEUX  
ET DES ORGANISATIONS RELIGIEUSES DANS LA LUTTE  
CONTRE LE VIH/SIDA**

*Organisée dans le cadre du*  
**"Congrès international sur le dialogue des civilisations, des religions et des cultures  
en Afrique de l'Ouest"**

**Abuja, 15-17 décembre 2003**

L'Assemblée,

Consciente que la pandémie de VIH/sida est un obstacle majeur au développement durable, et donc l'un des principaux défis à relever par les sociétés au XXI<sup>e</sup> siècle,

Sachant que le VIH/sida est une question de droits de l'homme, et qu'il faut y faire face dans le plein respect des instruments internationaux en vigueur,

Consciente que le VIH/sida se propage au mépris des frontières, des religions ou de la souveraineté,

Appelle toutes les communautés religieuses à proclamer une guerre conjointe contre le VIH/sida - ennemi commun qui attaque et tue tous les êtres humains ;

Préoccupée par les souffrances des personnes infectées et des familles et communautés affectées, l'Assemblée appelle à une solidarité nationale et internationale avec les personnes vivant avec le VIH/sida, et s'engage à :

- mobiliser les chefs religieux afin de combattre la stigmatisation et la discrimination ;
- renforcer les capacités des chefs religieux et de leurs communautés à tous les niveaux, afin d'assurer une prévention et des soins efficaces ;
- en étroite coordination avec les plans nationaux d'action contre le VIH/sida, encourager la création de réseaux nationaux interreligieux de lutte contre le VIH/sida, ou renforcer ceux qui existent déjà, dans le but d'établir à terme un organisme interreligieux coordonnateur au niveau de l'Afrique de l'Ouest. Ce partenariat devrait reposer sur les valeurs communes partagées par toutes les religions et viser à encourager une culture de paix et de compassion à l'égard des groupes vulnérables ;
- utiliser les Ecritures pour élaborer une "théologie de la question du VIH/sida" afin de venir en aide aux personnes infectées et affectées et de lutter contre la stigmatisation et la discrimination, sur la base des textes sacrés, et intégrer des messages de lutte contre le VIH/sida dans tout enseignement, prêche ou sermon ;

\*

Les présentes recommandations synthétisent les propositions formulées par les participants de la table ronde sur le rôle des chefs religieux et des organisations religieuses dans la lutte contre le VIH/sida, organisée dans le cadre du Congrès le 16 décembre 2003. Elles n'ont pas été adoptées par la plénière.

- utiliser des méthodes contextuelles de conseil, adaptées aux réalités et aux cultures locales ;
- encourager le recours aux médias religieux pour transmettre des messages concernant le VIH/sida ;
- renforcer la coopération avec les réseaux et les organisations de personnes vivant avec le VIH/sida. Militer et faire pression en faveur de traitements et de soins accessibles à tous ;
- assurer une plus grande participation des femmes et des jeunes à tous les niveaux (y compris au niveau de la prise de décision) dans la lutte contre le VIH/sida, en encourageant l'éducation formelle, non-formelle et l'éducation par les pairs ;
- veiller à ce que les fonds attribués à la lutte contre le VIH/sida soient utilisés de manière appropriée.

L'Assemblée est reconnaissante à l'UNESCO et à l'ONUSIDA d'avoir offert l'opportunité aux dirigeants religieux d'Afrique de l'Ouest de débattre de la question du VIH/sida.

Elle appelle les deux organisations à appuyer sans réserve la poursuite de cette initiative cruciale de lutte contre le VIH/sida.

### LISTE DES PARTICIPANTS

<b>Pays</b>	<b>Nom</b>	<b>Profession</b>
Bénin	M. Olabiyi Babalola Joseph Yai	Historien, délégué permanent du Bénin auprès de l'UNESCO
Bénin	M. Elisée Soumonni	Historien
Bénin	M. Finagnon Mathias Oke	Chercheur (spécialiste des relations entre les pouvoirs religieux traditionnels et le monde laïc)
Bénin	M. Alligbonnon Oundogni*	Guérisseur traditionnel vaudou et éducateur culturel
Brésil	Mme Marisa C. Suarez	Historienne Université fédérale Fluminense Département d'histoire, Campus de Gragoata Niteroi, Rio de Janeiro, Brésil (professeur invitée - Université Vanderbilt)
Cameroun	Révérant Jean Emile Ngue*	Secrétaire général de la Fédération des Eglises protestantes du Cameroun
République centrafricaine	M. Jean-Paul Ngoupandé	Ecrivain, spécialiste de l'Islam en Afrique
Ghana	Mme Hajia Katumi Mahama*	Ancienne Présidente de la Fédération des associations de femmes musulmanes du Ghana
Saint-Siège	Mgr Chidi Denis Isizoh	Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, responsable du Bureau Afrique
Côte d'Ivoire	M. Japheth Agboka	Eglise adventiste du septième jour, IRLA - Association internationale pour la liberté de religion
Côte d'Ivoire	M. Aimé Pierre Kipré	Professeur Ancien ministre de l'éducation
Mali	Mme Fatoumata Bintou Sanankoua	Historienne, chercheuse à l'Institut des sciences sociales, vice-présidente de la Collectivité des femmes

Mali	M. Mamadou Traoré	Vice-Président de l'Association malienne des jeunes musulmans
Nigeria	S. E. M. Frank Nchita Ogbuewu	Ministre de la culture et du tourisme
Nigeria	M. l'Ambassadeur Michael Omolewa	Historien, délégué permanent du Nigeria auprès de l'UNESCO, président de la Conférence générale de l'UNESCO
Nigeria	Mgr John G. Onaiyekan	Archevêque catholique du Diocèse d'Abuja, président international de la Conférence mondiale des religions pour la paix
Nigeria	Mgr Alexander	Evêque orthodoxe grec de Lagos
Nigeria	M. Baba Aladura G.I.M. Otubu	Président international, Organisation des Eglises instituées d'Afrique
Nigeria	M. Wole Soyinka	Ecrivain, prix Nobel de littérature
Nigeria	M. Ustaz Mohammed Kabir Kassim*	Dirigeant musulman, Coordonnateur de programme, Conseil interreligieux du Nigeria sur le VIH/sida
Nigeria	Révérénd Kaine Nwashili*	Directeur national du Conseil interreligieux du Nigeria sur le VIH/sida
Nigeria	Révérénd Isa F. Bello*	Coordonnateur de l'équipe de lutte contre le sida de l'Eglise évangélique d'Afrique de l'Ouest (TEAM)
Nigeria	M. J. F. Ade Ajayi	Historien
Nigeria	M. Afolabi Ojo	Coordonnateur national, Leaven Club International, Chapitre nigérian, consultant en éducation
Nigeria	M. Algiwumi Isola	Chef spirituel traditionnel
Nigeria	M. Wande Abimbola	Assistant spécial du Président pour la culture et la religion traditionnelle
Nigeria	M. Lateef Adegbite	Secrétaire général Conseil suprême des affaires islamiques

Nigeria	M. Jahman Anikulapo	
Nigeria	M. Babatunde Osotimehin	
Nigeria	Mme Omene	
Nigeria	Mme M. Y. Katagum	Secrétaire générale de la Commission nationale pour l'UNESCO
Nigeria	M. Oluyemi Omotosho	
Nigeria	Général de corps d'armée Alexander Ogomundia	Chef de l'état major
Nigeria	M. Sunday Ochoche	Directeur général de l'Institut national pour la paix et la prévention des conflits
Nigeria	M. Dapo Asaju	
Nigeria	Mme Esohe Molokwu	Consultante
Sénégal	Abbé Léon Diouf*	Vicaire en charge du Secrétariat épiscopal de pastorale sociale et religieuse Conseiller ecclésiastique de SIDA/SERVICE
Togo	Révérend Godson Lawson*	Secrétaire général de l'Eglise méthodiste du Togo
ONUSIDA	M. Aldo Landi	Représentant
Secrétariat de l'UNESCO (Bureau d'Abuja)	M. Hubert Charles	Chef du Bureau
Secrétariat de l'UNESCO (Bureau d'Abuja)	M. Rashid Aderinoye	Coordonnateur VIH/sida, Bureau de l'UNESCO, Abuja
Secrétariat de l'UNESCO (Bureau d'Abuja)	Mme Angela Chukwunyem	Assistante de programme, Groupe de l'éducation sur le VIH/sida
Siège de l'UNESCO	Mme Rosa Guerreiro	Spécialiste de programme, Programme sur le dialogue interreligieux Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel
Siège de l'UNESCO	Mme Helena Drobna	Spécialiste adjointe de programme, Projet "L'approche culturelle de la prévention et du traitement du VIH/sida", Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel

Siège de l'UNESCO	Mme Cécile Mazzacurati	Consultante Projet " L'approche culturelle de la prévention et du traitement du VIH/sida", Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel
-------------------	------------------------	---

**Equipe d'appui au Siège de l'UNESCO**

Siège de l'UNESCO	Mme Maria Isabel Rohmer	Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel
Siège de l'UNESCO	Mme Vittoria Fresco	Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel
Siège de l'UNESCO	M. Amadou Ndoye	Consultant, Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel